

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**OFFICE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DE  
LA BANLIEUE  
(OFEJBAN)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (OFEJBAN) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (OFEJBAN) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

## **1. Réserves**

- a) l'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis d'identifier un nombre anormalement élevé de comptes fournisseurs débiteurs. Après investigations, il s'est avéré que les comptes annuels de l'OFEJBAN n'ont à ce jour pas été arrêtés et audités depuis la création de cette structure en 2009 ; en conséquence, les soldes de clôture au 31 décembre 2010 n'ont pas été reportés à nouveau au 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'examen de quelques extraits de comptes du grand livre des tiers de l'exercice 2010 a permis de noter que l'OFEJBAN n'avait pas communiqué une bonne partie de ses opérations de passation des marchés dudit exercice. Pour l'exercice 2011, le sondage sur les comptes fournisseurs anormalement débiteurs a permis d'identifier des paiements estimés à 124 302 680 F CFA au profit de prestataires dont le mode de sélection n'est pas documenté. Les liasses de règlement ne comportent que des copies de chèques ; elles ne comprennent, ni bon de commande, ni bordereaux de livraison ou attestations de services faits, ni factures dûment approuvées par les personnes habilitées. A l'incertitude sur la conformité du mode de sélection des attributaires de ces marchés s'ajoutent des dysfonctionnements internes contraires aux principes de bonne gestion des marchés publics. Le risque inhérent, tout comme le risque de contrôle demeure élevé. En effet, les multiples engagements non respectés quant à la transmission de la documentation réclamée, la non tenue d'une comptabilité régulière et à jour illustrée par l'absence d'arrêtés annuels des comptes, le non contrôle desdits comptes, l'absence de manuel de procédures administratives, comptables et financières (il existe un embryon de manuel des approvisionnements non appliqué) sont autant d'indicateurs d'un environnement de contrôle risqué. L'observation de la texture des papiers qui nous ont été transmis laisse entrevoir que les documents ont été préparés après l'annonce du démarrage de la mission et résultent d'une tentative, par ailleurs maladroite, de régularisation des opérations pour les besoins de la revue des marchés.
- b) l'examen de quelques factures (7) relatives à des opérations de l'exercice 2010 payées en 2011 a permis de noter que AT SERVICES et SYMPHONIE SARL ont le même propriétaire et participent concomitamment aux mêmes consultations. SYMPHONIE SARL vend des Tee-Shirts, des billets d'avion, effectue des travaux d'électricité, vend du mobilier de bureau. AT SERVICE vend des tee-shirts, fabrique des tenues de travail, fait des travaux de carrelage et de peinture.

c) l'examen des dossiers de DRP qui nous ont été transmis a permis de noter que la mise en œuvre de la procédure de DRP est fortement marquée par :

- des signes de collusion entre soumissionnaires ou de simulation de concurrence de la part de l'Autorité Contractante (dans une procédure de DRP, les mêmes anomalies ont été notées aussi bien dans les offres des soumissionnaires que dans le bon de commande établi par l'OFEJBAN),
- des indices de régularisation d'opérations déjà effectuées au regard des incohérences entre les dates d'établissement des différents documents de passation de marché,
- des pratiques de fractionnement de commandes qui auraient pu être regroupées ou donner lieu à la passation d'un marché de commande ou de clientèle. En définitive, 48,62% des marchés présentés et audités renferment des indices de collusion, 24% des marchés contrôlés comportent des signes de régularisation et huit commandes fractionnées de Tee-Shirts, casquettes ont été faites pour une valeur cumulée de 14 941 080 F CFA.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) la Commission des Marchés n'a pas été constituée. L'OFEJBAN n'a pas préparé de Plan de Passation de Marchés et n'a pas publié d'Avis Général de Passation de Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés a été communiqué à la mission, mais aucun des membres de cette CPM n'a signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.
- b) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- c) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés par l'OFEJBAN ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	15
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	17
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	20
2.1	Contexte de l'intervention	21
2.2	Objectifs de la mission	22
2.2.1	Objectifs généraux	22
2.2.2	Objectifs spécifiques	22
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	23
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	26
3	Approche méthodologique	27
3.1	Revue approfondie des textes de référence	28
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	29
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	30
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	31
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	32
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	33
4	Résultats des travaux	34
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	35
4.1.1	Commission des marchés	35
4.1.2	Cellule de passation des marchés	35
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	35
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	35
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	35
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	36
4.1.5	Rappel des seuils applicables à l'OFEJBAN	36
4.2	Examen des marchés	37
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	37
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	38

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
OFEJBAN	Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### **DRP N° 1 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre MENDA SERVICE et ESPACE GLOBAL ;

La facture pro forma de l'attributaire n'est pas classée dans le dossier qui ne comprend pas non plus le bordereau de livraison attestant la matérialité de la prestation ;

Les éléments de règlement n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier leur régularité.

#### **DRP N° 2 CONSTRUCTION D'UN GARAGE TEST DE MECANIQUE A PIKINE TECHNOPOLE**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre ENTREPRISE BTF MENDA SERVICE, ESPACE GLOBAL et ETABLISSEMENT MOUNIROU. Il s'y ajoute que le Bon de Commande préparé par l'OFEJBAN au profit de l'attributaire MULTI SERVICE présente les mêmes anomalies que celles identifiées dans les offres des soumissionnaires laissant entrevoir que les factures pro forma et le bon de commande ont été préparées par la même source. Ce fait serait une illustration de l'implication de l'Autorité Contractante dans la commission des manœuvres collusives ;

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que l'attribution a été faite sur la base du montant hors taxes alors que les

achats doivent être appréciés TTC ;

La facture de MULTI SERVICE non datée est adressée à la Directrice de la Banque Atlantique ;

L'attestation de services faits non datée a été établie sur le papier à entête du Prestataire sur lequel le Gestionnaire a apposé sa signature.

### **DRP N° 3 FOURNITURE DE TEE SHIRTS**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre MENDA SERVICE et ESPACE GLOBA qui ont servi de faire valoir à l'attributaire ;

### **DRP N° 4 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT ET DE TISSUS**

L'OFEJBAN n'a consulté que deux prestataires si on se réfère aux documents qui nous ont été transmis ;

La facture Pro forma de l'attributaire date du 25 avril 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 4 avril 2011 et que l'attribution a été faite le 7 avril 2011. Cette incohérence dans les dates d'établissement des différents documents de passation illustre une opération de régularisation mal maîtrisée.

### **DRP N° 5 FOURNITURES D'ARTICLES DE SPORT (IMPRESSION DE TEE SHIRTS, DE CASQUETTES ET DE BANDEROLLES)**

L'OFEJBAN n'a consulté que deux prestataires si on se réfère aux documents qui nous ont été transmis ;

La facture pro forma de l'attributaire date du 25 mai 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 4 avril 2011 et que l'attribution a été faite le 7 avril 2011. Cette incohérence dans les dates d'établissement des différents documents de passation illustre une opération de régularisation mal maîtrisée.

### **DRP N° 6 FOURNITURE DE TEE SHIRTS**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre SAGUI EXPRESS et ONIVERSAL BUSINESS ;

La facture pro forma de l'attributaire n'est pas classée dans le dossier qui ne comprend pas non plus de facture définitive et de bordereau de livraison attestant la matérialité de la prestation ;

Le règlement du montant hors taxes a été fait en deux tranches respectives de 1 000 000 F CFA et 400 000 F CFA les 26 septembre et 3 novembre 2011. La liasse de règlement ne comprend que les copies de chèques non étayées par une facture dûment approuvée et un bordereau de livraison attestant l'effectivité du service.

### **COMMANDES DIRECTES DE TEE SHIRTS**

Impression de 400 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 24 mars pour une livraison le 25 mars de 400 Tee-shirts à imprimer ;

Impression de 1 734 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 31 mars. Pas de BL. La facture est datée du 25 mars ;

Impression de 867 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 24 mars pour une livraison le 25 mars de 1 734 Tee-shirts à imprimer.

### **DRP N° 8 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE**

Un seul fournisseur a été consulté. BC du 22 août, BL et Facture du 24 octobre 2011.

### **DRP N° 9 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT**

Attribution faite avant la date limite de dépôt des offres.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Veiller à la transparence des procédures de passation et éviter les manœuvres collusives tout comme les pratiques de régularisation d'opérations déjà effectuées ;

Eviter le fractionnement des marchés.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Les liasses de règlement ne comprennent dans certains cas que les copies des chèques libellés au profit des fournisseurs. Les documents de commande, de réception et les factures dûment certifiées par les personnes habilitées ne sont pas annexés à la liasse pour justifier les paiements ;

Les attestations de précomptes tout comme les justificatifs de reversement des précomptes de TVA ne sont pas classés dans les dossiers de marchés.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Mettre en place des procédures formelles de gestion de trésorerie dans le respect des principes qui fondent un contrôle interne efficace et veiller à leur application rigoureuse ;

Veiller au respect des dispositions du code général des impôts notamment dans ses aspects relatifs au précompte et au reversement de la TVA mais aussi au nécessaire enregistrement des marchés ou bons de commandes avant mise en règlement des factures.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE



#### **1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

Description	DRP N°1 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE	DRP N° 2 CONSTRUCTION D'UN GARAGE TEST DE MECANIQUE A PIKINE TECHNOPOLE	DRP N° 3 FOURNITURE DE TEE SHIRTS	DRP N° 4 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT ET DE TISSUS	DRP N° 5 FOURNITURES D'ARTICLES DE SPORT (IMPRESSION DE TEE SHIRT, DE CASQUETTES ET DE BANDEROLLES)
Attributaires	EPSILON	MULTI SERVICE	MAPUB	MAPUB	MAPUB
Montants en F CFA TTC	4 595 500	7 256 646	885 000	3 203 700	2 141 700
Non respect de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√	√	√
Violation de l'article 78 sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√
Entreprises consultées non spécialisées dans les prestations ciblées	√	√	√	√	√

Description	DRP N°6 FOURNITURE DE TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 400 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 1 734 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 867 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE DIFFUSION D'UN DOCUMENTAIRE SUR L'OFEJBAN
Attributaires	SENPRODIS	SENE SERVICE	SENE SERVICE	SENE SERVICE	CANAL INFO NEWSB
Montants en F CFA TTC	1 653 180	708 000	3 069 180	1 534 590	1 250 000
Non respect de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√	√	√
Violation de l'article 78 sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√
Entreprises consultées non spécialisées dans les prestations ciblées	√	√	√	√	√

Description	DRP N° 7 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE	DRP N° 8 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT
Attributaires	DIACK PLATEAUX	PROMO SPORT
Montants en F CFA TTC	1 550 000	1 745 810
Non respect de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√
Violation de l'article 78 sur la procédure des DRP	√	√
Entreprises consultées non spécialisées dans les prestations ciblées	√	√

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et



5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

### **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux

pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,



- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de l'OFEJBAN, compétente pour les opérations de passation des marchés, n'a pas été instituée. L'OFEJBAN ne s'est pas conformé aux dispositions de l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) n'a pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** n'ont pas été signées par les membres de la CPM et n'ont a fortiori pas été transmis à la DCMP.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'OFEJBAN, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés n'a pas été confectionné. L'OFEJBAN ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 6 du CMP qui invite toutes les Autorités Contractantes à préparer un PPM et à le transmettre à la DCMP au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'OFEJBAN

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'OFEJBAN sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'OFEJBAN EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d’offres ouverts (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appels d’offres restreints (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Propositions (DP)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	12	29 593 306	12	29 593 306	100	100
Ententes directes (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenants	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>29 593 306</b>	<b>12</b>	<b>29 593 306</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP N°1 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE	DRP N° 2 CONSTRUCTION D'UN GARAGE TEST DE MECANIQUE APIKINE TECHNOPOLE	DRP N° 3 FOURNITURE DE TEE SHIRTS	DRP N° 4 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT ET DE TISSUS	DRP N° 5 FOURNITURES D'ARTICLES DE SPORT (IMPRESSION DE TEE SHIRT, DE CASQUETTES ET DE BANDEROLLES)
Fournisseurs consultés	MENDA SERVICE, EPSILON, ESPACE GLOBAL	MENDA SERVICE, STE MULTI SERVICES, ETABLISSEMENT MOUNIROU, ENTREPRISE BTF, ESPACE GLOBAL	MENDA SERVICE, MAPUB, TECHNOPOINTE PLUS, ESPACE GLOBAL,	MONDIAL SPORT +, MAPUB	UNIVERSAL BUSINESS, MAPUB
Date de transmission de l'invitation à soumissionner	5 JUILLET 2011	4 FEVRIER 2011	4 MARS 2011	4 MARS 2011	4 MARS 2011
Date limite de dépôt des offres	5 AOUT 2011	5 MARS 2011	4 AVRIL 2011	4 AVRIL 2011	4 AVRIL 2011
Date d'attribution	4 AOUT	5 MARS 2011	7 AVRIL 2011	7 AVRIL 2011	7 AVRIL 2011
Date de notification de l'attribution	8 AOUT 2011	7 MARS 2011	8 AVRIL 2011	8 AVRIL 2011	8 AVRIL 2011
Date d'information des soumissionnaires non retenus	8 AOUT 2011	7 MARS 2011	8 AVRIL 2011	8 AVRIL 2011	8 AVRIL 2011
Date de notification du contrat	B C DU 5 SEPTEMBRE 2011	B C du 27 FEVRIER 2011	BC DU 24 MAI 2011	BC DU 27 AVRIL 2011	B C DU 27 MAI 2011
Attributaires	EPSILON	MULTI SERVICE	MAPUB	MAPUB	MAPUB
Montant du marché en F CFA TTC	4 595 500	7 256 646	885 000	3 203 700	2 141 700
Non conformités	<p>Les DRP sont évaluées par la Cellule de Passation des Marchés de l'OFEJBAN qui n'a pas institué une Commission des Marchés au sens de l'article 35 du Code des Marchés Publics.</p> <p>Le Procès Verbal dit de Dépouillement (terminologie désuète) qui synthétise les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution est mal structuré.</p> <p>Aucun des documents transmis aux candidats n'est numéroté et ne porte un accusé de réception des destinataires. L'observation de la texture des documents qui nous ont été transmis laisse entrevoir qu'ils viennent d'être finalisés et participent d'une vaste</p>				

	<p>opération de formalisation et de régularisation d'opérations déjà effectuées.</p> <p><b>DRP N° 1 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE</b></p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre MENDA SERVICE et ESPACE GLOBAL ;</p> <p>La facture pro forma de l'attributaire n'est pas classée dans le dossier qui ne comprend pas non plus le bordereau de livraison attestant la matérialité de la prestation ;</p> <p>Les éléments de règlement n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier leur régularité.</p> <p><b>DRP N° 2 CONSTRUCTION D'UN GARAGE TEST DE MECANIQUE A PIKINE TECHNOPOLE</b></p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre ENTREPRISE BTF MENDA SERVICE, ESPACE GLOBAL et ETABLISSEMENT MOUNIROU. Il s'y ajoute que le Bon de Commande préparé par l'OFEJBAN au profit de l'attributaire MULTI SERVICE présente les mêmes anomalies que celles identifiées dans les offres des soumissionnaires laissant entrevoir que les factures pro forma et le bon de commande ont été préparées par la même source. Ce fait serait une illustration de l'implication de l'Autorité Contractante dans la commission des manœuvres collusives ;</p> <p>L'examen du procès verbal de dépouillement a permis de constater que l'attribution a été faite sur la base du montant hors taxes alors que les achats doivent être appréciés TTC ;</p> <p>La facture de MULTI SERVICE non datée est adressée à la Directrice de la Banque Atlantique ;</p> <p>L'attestation de services faits non datée a été établie sur le papier à entête du Prestataire sur lequel le Gestionnaire a apposé sa signature.</p>
--	---

	<p><b>DRP N° 3 FOURNITURE DE TEE SHIRTS</b></p> <p>Les lettres d’invitation à soumissionner ne donnent pas d’indications sur l’identité des autres candidats consultés dans le cadre de la procédure de sélection ;</p> <p>L’examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre MENDA SERVICE et ESPACE GLOBAL qui ont servi de faire valoir à l’attributaire.</p> <p><b>DRP N° 4 FOURNITURE D’ARTICLES DE SPORT ET DE TISSUS</b></p> <p>L’OFEJBAN n’a consulté que deux prestataires si on se réfère aux documents qui nous ont été transmis ;</p> <p>La facture Pro forma de l’attributaire date du 25 avril 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 4 avril 2011 et que l’attribution a été faite le 7 avril 2011. Cette incohérence dans les dates d’établissement des différents documents de passation illustre une opération de régularisation mal maîtrisée.</p> <p><b>DRP N° 5 FOURNITURES D’ARTICLES DE SPORT (IMPRESSION DE TEE SHIRT, DE CASQUETTES ET DE BANDEROLLES)</b></p> <p>L’OFEJBAN n’a consulté que deux prestataires si on se réfère aux documents qui nous ont été transmis ;</p> <p>La facture Pro forma de l’attributaire date du 25 mai 2011 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 4 avril 2011 et que l’attribution a été faite le 7 avril 2011. Cette incohérence dans les dates d’établissement des différents documents de passation illustre une opération de régularisation mal maîtrisée.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de passation et éviter les manœuvres collusives tout comme les pratiques de régularisation d’opérations déjà effectuées.</p>
<b>Commentaires de l’Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX				
	DRP N°6 FOURNITURE DE TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 400 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 1 734 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE IMPRESSION DE 867 TEE SHIRTS	COMMANDE DIRECTE DIFFUSION D'UN DOCUMENTAIRE SUR L'OFEJBAN
Fournisseurs consultés	SAGUI EXPRESS, SENPRODIS, UNIVERSAL BUSINESS	SENE SERVICE	SENE SERVICE	SENE SERVICE	CANAL INFO NEWS
Date de transmission de l'invitation à soumissionner	2 MAI 2011	-	-	-	-
Date limite de dépôt des offres	2 JUIN 2011	-	-	-	-
Date d'attribution	6 JUIN 2011	-	-	-	-
Date de notification de l'attribution	8 JUIN 2011	-	-	-	-
Date d'information des soumissionnaires non retenus	8 JUIN 2011	-	-	-	-
Date de notification du contrat	B C DU 5 AOÛT 2011	B C du 24 MARS 2011	BC DU 24 MAI 2011	BC DU 31 MARS 2011	B C DU 25 AOÛT 2011
Attributaires	SENPRODIS	SENE SERVICE	SENE SERVICE	SENE SERVICE	CANAL INFO NEWSB
Montant du marché en F CFA TTC	1 653 180	708 000	3 069 180	1 534 590	1 250 000
Non conformités	<p>Les DRP sont évaluées par la Cellule de Passation des Marchés de l'OFEJBAN qui n'a pas institué une Commission des Marchés au sens de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Le Procès Verbal de Dépouillement qui synthétise les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution est mal structuré. Aucun des documents transmis aux candidats n'est numéroté et ne porte un accusé de réception des destinataires. L'observation de la texture des documents qui nous ont été transmis laisse entrevoir qu'ils viennent d'être finalisés et participent d'une vaste opération de formalisation et de régularisation d'opérations déjà effectuées.</p> <p><b>DRP N° 6 FOURNITURE DE TEE SHIRTS</b></p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres candidats consultés dans le cadre de</p>				

	<p>la procédure de sélection ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater des signes de collusion entre SAGUI EXPRESS et ONIVERSAL BUSINESS. L'offre de l'attributaire ne figure pas dans le dossier de passation ;</p> <p>La facture pro forma de l'attributaire n'est pas classée dans le dossier qui ne comprend pas non plus de facture définitive et de bordereau de livraison attestant la matérialité de la prestation ;</p> <p>Le règlement du montant hors taxes a été fait en deux tranches respectives de 1 000 000 F CFA et 400 000 F CFA les 26 septembre et 3 novembre 2011. La liasse de règlement ne comprend que les copies de chèques non étayées par une facture dûment approuvée et un bordereau de livraison attestant l'effectivité du service.</p> <p><b>COMMANDES DIRECTES DE TEE SHIRTS</b></p> <p>Impression de 400 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 24 mars pour une livraison le 25 mars de 400 Tee-shirts à imprimer ;</p> <p>Impression de 1 734 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 31 mars. Pas de BL. La facture est datée du 25 mars ;</p> <p>Impression de 867 Tee-shirts. Le Bon de commande a été émis le 24 mars pour une livraison le 25 mars de 1 734 Teeshirts à imprimer.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de passation et éviter les manœuvres collusives tout comme les pratiques de régularisation d'opérations déjà effectuées.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

Description	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX	
	DRP N° 7 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE	DRP N° 8 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT
Fournisseurs consultés	DIACK PLATEAUX	PROMO SPORT
Date de transmission de l'invitation à soumissionner	8 AOUT 2011	11 JANVIER 2011
Date limite de dépôt des offres	8 SEPTEMBRE 2011	11 FEVRIER 2011
Date d'attribution	-	31 JANVIER 2011
Date de notification de l'attribution	-	2 FEVRIER 2011
Date de notification du contrat	B C DU 22 AOUT 2011	B C du 10 FEVRIER 2011
Attributaires	DIACK PLATEAUX	PROMO SPORT
Montant du marché en F CFA TTC	1 550 000	1 745 810
Non conformités	<p>Les DRP sont évaluées par la Cellule de Passation des Marchés de l'OFEJBAN qui n'a pas institué une Commission des Marchés au sens de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Le Procès Verbal de Dépouillement qui synthétise les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution est mal libellé.</p> <p><b>DRP N° 8 FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL DE BOULANGERIE</b></p> <p>Un seul fournisseur a été consulté. BC du 22 août BL et Facture du 24 octobre 2011.</p> <p><b>DRP N° 9 FOURNITURE D'ARTICLES DE SPORT</b></p> <p>Attribution faite avant la date limite de dépôt des offres.</p>	
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 4 du PM qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de passation et éviter les pratiques de régularisation d'opérations déjà effectuées.</p>	

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 ) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général  
de l'Office pour l'Emploi des  
Jeunes de la Banlieue  
(OFEJBAN)

**Courrier Arrivée**  
**N° ..... 08 AVR. 2013 ..... OFEJBAN**  
*[Signature]*

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

\_\_\_\_\_  
**Ibra Guèye**  
Associé

**ANNEXE 2 PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**